

Unité départementale des Vosges
Service Prévention des Risques Anthropiques
14 rue du bataillon de marche n°24
67200 Strasbourg

Strasbourg, le 11/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AHLSTROM ARCHES

48 rue de Remiremont
BP 29
88380 Arches

Références : -
Code AIOT : 0006202068

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2025 dans l'établissement AHLSTROM ARCHES implanté 48 rue de Remiremont BP 29 88380 Arches. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'installation est soumise au système d'échange des quotas d'émission (SEQE) depuis le 01/01/2025, au titre de deux activités :

- Production de papier ou de carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour
- combustion de combustibles dans des installations dont la puissance totale calorifique est supérieure à 20MW.

Elle importe et exporte de la chaleur de deux autres installations. En l'occurrence, l'une est soumise au SEQE (DALKIA) et l'autre ne l'est pas (FILA).

En début d'année 2024, l'exploitant a informé l'inspection (quotas CO2) d'un mauvais découpage des sous-installations ou benchmark (BM).

Plus précisément, après vérification des codes douaniers des produits fabriqués ces derniers ne correspondent pas au découpage en sous-installation précédemment déclarées à l'autorité compétente :

- BM papiers fins couchés ;
- BM papiers fins non couchés ;
- BM chaleur (exportation de chaleur vers FILA) ;
- BM combustible non CL .

Dans le cadre de la collecte de données 2024 (2026-2030), l'exploitant a modifié le découpage et les données allant de 2019 à 2024 . Désormais, le nouveau découpage est le suivant :

- BM carton non couché (dit BM produit) ;
- BM chaleur (exportation de chaleur vers FILA non SEQE + consommation de chaleur pour la production de papiers) ;
- BM combustible non CL ;
- BM combustible CL.

Le nouveau découpage est présent dans la déclaration des niveaux d'activité 2024 mais celui-ci se base sur des données historiques erronées.

La validation du fichier NIM avec la nouvelle division des sous-installations est en cours de traitement à la commission européenne.

La visite se base sur la dernière version des plans (version n°4 du PDS du 13/07/2023 et n°7 du PMS du 10/12/2024).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AHLSTROM ARCHES
- 48 rue de Remiremont BP 29 88380 Arches
- Code AIOT : 0006202068
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société AHLSTROM est une papeterie exploitée sous couvert de l'arrêté préfectoral n°1367/2018 du 23 juillet 2018 modifié.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Diagramme des flux	Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d Règlement 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois
2	Découpage en sous-installations	Règlement européen du 19/12/2018, article 10 Règlement 2019/331	Demande d'action corrective	3 mois
3	Programme métrologique	Règlement européen du 19/12/2018, article 11	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	pour la détermination des niveaux d'activité	Règlement 2019/331		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le découpage en sous-installations n'est pas correctement réalisé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Diagramme des flux

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 8 + ANNEXE VI points 1.c et 1.d Règlement 2019/331
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 8 Contenu et soumission du plan méthodologique de surveillance</p> <p>1.L'exploitant d'une installation qui demande à bénéficier d'une allocation de quotas à titre gratuit en vertu de l'article 4, paragraphe 2, point b), et de l'article 5, paragraphe 2, établit un plan méthodologique de surveillance qui contient, en particulier, une description de l'installation et de ses sous-installations ainsi que de ses procédés de production et une description détaillée des méthodes de surveillance et des sources de données. Le plan méthodologique de surveillance comprend une documentation détaillée, complète et transparente de toutes les étapes de collecte des données, et contient au moins les éléments mentionnés à l'annexe VI. (...)</p> <p>Annexe VI Contenu minimal du Plan Méthodologique de Surveillance</p> <p>Le plan méthodologique de surveillance comprend au moins les informations suivantes:</p> <p>1.Informations générales concernant l'installation :</p> <p>(...)</p> <p>d) un diagramme présentant au moins les informations suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les éléments techniques de l'installation, en indiquant les sources d'émissions ainsi que les unités productrices et consommatrices de chaleur; - toutes les circulations d'énergie et de matières, notamment les flux, la chaleur mesurable et non mesurable, l'électricité s'il y a lieu et les gaz résiduels; - les points et dispositifs de mesure; - les limites des sous-installations, notamment la distinction entre les sous-installations utilisées pour des secteurs considérés comme étant exposés à un risque important de fuite de carbone et

les sous-installations utilisées pour d'autres secteurs, sur la base des codes NACE Rév. 2 ou Prodcom;
(...)

Constats :

La lisibilité du diagramme doit être améliorée.

Plus précisément, les limites des sous-installations doivent être clairement définies, même dans le cas où des unités techniques (3 chaudières) sont connexes à 2 sous-installations. Le diagramme fait apparaître des chevauchements au sein de la sous installation combustible et de la sous-installation chaleur. De même, les liens techniques (import + export de chaleur vers d'autres entités juridiques) doivent également clairement être identifiables.

De plus l'apport de gaz acheté intégralement par l'exploitant et revendu pour partie aux deux autres entités juridiques (DALKIA + FILA) n'est pas clairement lisible.

L'exploitant a transmis deux diagrammes des flux.

L'inspection demande que toutes les informations relatives aux dispositifs de mesure, aux circulations d'énergie, aux unités techniques, aux limites des sous-installations soient regroupées dans un unique diagramme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Découpage en sous-installations

Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 10 Règlement 2019/331

Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2

Prescription contrôlée :

1. Aux fins de la communication des données et de la surveillance, l'exploitant divise chaque installation remplissant les conditions d'allocation de quotas d'émission à titre gratuit en vertu de l'article 10bis de la directive 2003/87/CE en sous-installations. À cet effet, les intrants, les extrants et les émissions de l'installation sont attribués à une ou plusieurs sous-installations à l'aide d'une méthode permettant de quantifier les fractions précises des intrants, des extrants ou des émissions concernés à attribuer à chaque sous-installation. (...)

2. Afin d'attribuer les intrants, les extrants et les émissions d'une installation aux sous-installations, l'exploitant exécute les étapes suivantes, classées par ordre de priorité décroissant: a) si un des produits faisant l'objet des référentiels énumérés à l'annexe I est produit dans l'installation, l'opérateur attribue les intrants, les extrants et les émissions s'y rapportant aux sous-installations avec référentiel de produit, selon qu'il convient, en appliquant les règles énoncées à l'annexe VII; b) si des intrants, des extrants et des émissions susceptibles de relever de sous-installations avec référentiel de chaleur ou de sous-installations de chauffage urbain sont à prendre en considération au niveau de l'installation, et qu'ils ne relèvent d'aucune des sous-installations visées au point a), l'exploitant les attribue à des sous-installations avec référentiel de chaleur ou à des sous-installations de chauffage urbain, selon le cas, en appliquant les règles énoncées à l'annexe VII; 27.2.2019 L 59/16 Journal officiel de l'Union européenneFR

c) si des intrants, des extrants et des émissions susceptibles de relever de sous-installations avec référentiel de combustibles sont à prendre en considération au niveau de l'installation, et qu'ils ne relèvent d'aucune des sous-installations visées au point a) ou b), l'exploitant les attribue à des

<p>sous-installations avec référentiel de combustibles, selon qu'il convient, en appliquant les règles énoncées à l'annexe VII;</p> <p>d) si des intrants, des extrants et des émissions susceptibles de relever de sous-installations avec émissions de procédé sont à prendre en considération au niveau de l'installation, et qu'ils ne relèvent d'aucune des sous-installations visées au point a), b) ou c), l'exploitant les attribue à des sous-installations avec émissions de procédé, selon qu'il convient, en appliquant les règles énoncées à l'annexe VII.</p> <p>(...)</p> <p>5. Lorsqu'il procède à la répartition conformément aux paragraphes 1 et 2, l'exploitant veille à ce que :</p> <p>(...)</p> <p>k) lorsque de la chaleur mesurable est récupérée par des procédés relevant d'une sous-installation avec référentiel de combustibles, afin d'éviter le double comptage, la quantité nette concernée de chaleur mesurable divisée par un rendement de référence de 90 % soit déduite de l'apport de combustible. Le même traitement est appliqué pour la chaleur récupérée à partir de procédés relevant d'une sous-installation avec émissions de procédé.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate sur l'un des diagramme que des chaudières de lisse font partie du BM combustible. Après vérification sur site, l'inspection a constaté que le fluide caloporteur (huile chaude) est transporté dans des conduits identifiables dont un compteur d'énergie est ou pourrait être installé . Par conséquent, en application de l'article 2 du règlement FAR, les chaudières de lisse doivent être intégrés a minima dans un BM chaleur. Dans le cadre de ses prochaines déclarations, l'exploitant ne devra pas déclarer l'apport de combustible destinés au chaudières mais de la chaleur consommée.</p> <p>Au cours de l'entretien, l'inspection a rappelé la règle de l'ordre de priorité décroissant d'une division en sous- installation (article 10 règlement FAR).</p> <p>Dans le diagramme, il est mentionné que le chauffage des locaux est répartie entre le BM chaleur que dans le BM produit. Sur la base de la guidance 2 , les émissions liées aux chauffage des locaux sont attribués au BM produit dès lors qu'il est présent dans un découpage.</p> <p>L'exploitant a justifié la particularité des machines à papier qui en fonction de la production peuvent être intégrées soit dans le BM carton non couché soit dans le BM chaleur.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Programme métrologique pour la détermination des niveaux d'activité

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 19/12/2018, article 11 Règlement 2019/331</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 11 Système de contrôle</p> <p>(...)</p> <p>2. Aux fins du paragraphe 1, premier alinéa, l'exploitant établit, consigne, met en œuvre et tient à</p>

jour des procédures écrites concernant les activités de gestion du flux de données et les activités de contrôle, et fait référence à ces procédures dans le plan méthodologique de surveillance conformément à l'article 8, paragraphe 3.

4. Aux fins du paragraphe 3, point a), l'exploitant s'assure que tout l'équipement de mesure nécessaire est étalonné, réglé et vérifié à intervalles réguliers, y compris avant l'utilisation, et contrôlé par rapport à des normes de mesure correspondant aux normes internationales, lorsqu'elles existent, et qu'il est adapté aux risques mis en évidence.

Constats :

Dans le nouveau découpage, l'allocation provisoire est basée en grande partie sur la chaleur consommée (BM chaleur). A ce titre, l'inspection a demandé si les compteurs font l'objet d'un suivi métrologique.

L'exploitant n'avait pas connaissance de la procédure relative aux compteurs d'énergie thermiques.

Sur site, l'inspection a constaté de façon aléatoire la typologie d'un compteur mesurant de la chaleur consommée par une machine à papier (U1CZ3 diagramme des flux) faisant partie du BM chaleur.

Dans sa procédure intitulée « QSE_surveillance des émissions de CO2 et des niveaux d'activité du SEQE 4 », un paragraphe est dédié à l'étalonnage des équipements de mesure. Ce dernier fait état des équipements concernés notamment les débitmètres destinés à la production et à la consommation de chaleur. La procédure ne mentionne pas si les sondes de températures font l'objet d'un suivi métrologique.

L'exploitant devra transmettre les éléments justifiant que les compteurs d'énergie thermique font l'objet d'un contrôle régulier auquel cas les niveaux de méthodes (4.5) devront être révisés ainsi que les demandes de dérogation idoines.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois